

L'histoire dans le débat politique français

Sudhir Hazareesingh

Nous procéderons ici à une réflexion transversale sur les imaginaires politiques de l'histoire en France, comportant trois parties successives : d'abord une esquisse de typologie des conceptions de l'histoire dans le débat politique ; ensuite, une brève présentation de l'évolution de ces conceptions de la fin du XIX^e siècle à l'époque gaullienne ; et enfin, une réflexion sur la situation présente et les changements observés depuis les années 1980 avec la résurgence d'une vision historique centrée sur la III^e République.

Le fort lien entre l'histoire et la culture politique nationale est l'une des particularités de la France post-révolutionnaire, et s'inscrit dans la problématique plus large de recherche d'une religion laïque cohérente qui puisse se substituer à l'ordre monarchique et catholique de l'Ancien Régime. Cette vision instrumentale du passé se manifeste déjà nettement au moment de l'apparition de l'histoire comme discipline autonome en France au XIX^e siècle. Pour François Guizot, l'histoire a une fonction essentielle : celle d'offrir à un pays meurtri par la Révolution un outil pour « renouer la chaîne des temps¹ ». Belle image qui suggère non seulement le poids du passé, mais aussi l'accomplissement d'une téléologie. L'historien est donc, dans une telle perspective, investi d'une vocation sociale : celle de servir de « lien entre le passé et le présent », comme l'affirme Michelet, et de révéler les origines et la continuité essentielle de la nation française, ainsi que sa destinée ultime². De l'école libérale aux romantiques républicains en passant par les adeptes de l'école méthodique sous la III^e République et le projet des « Lieux de Mémoire » de Pierre Nora³, les « écoles » écuries historiques successives proposent ainsi des grands schémas narratifs qui soulignent, avec des variations de forme sous-tendues par une profonde unité de fond, la cohérence de l'identité collective française. Cette conception de l'histoire comme récit – pour ne pas dire roman – national s'adapte parfaitement aux besoins pédagogiques de l'ordre républicain à partir de la fin du XIX^e siècle. D'où l'introduction du célèbre manuel scolaire d'Ernest Lavisse, où le passé est instrumentalisé à des fins patriotiques : l'écolier est invité à « aimer la France » parce que « la nature l'a faite belle et l'histoire l'a faite grande⁴ ».

¹ François Guizot, *Histoire des origines du gouvernement représentatif*, Paris, 1880, p. IV.

² Jules Michelet, *Journal* Vol. II, (édité par Paul Viallaneix, Paris, 1962, entrée du 2 septembre 1850.

³ Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, 3 tomes, Paris, Gallimard, « Quarto », 1997 [1^{ère} édition en 7 tomes publiés de 1984 à 1992].

⁴ Ernest Lavisse, *Histoire de France. Cours élémentaire*, Paris, Armand Colin, 1913.

Le discours politique français s'imprègne d'histoire à partir du XIX^e siècle, à tel point que les diverses traditions politiques placent souvent leurs représentations du passé au cœur de leur rhétorique (autre élément de singularité du cas français). Le cas exemplaire est celui des républicains, qui se réfèrent au passé à la fois pour se singulariser face à l'adversaire « contre-révolutionnaire » mais aussi pour distinguer, dans leur propre camp, les vrais élus des faux-frères. Entre les partisans de 1789 et de 1793, quarante-huitards et radicaux d'Empire, Communards et opportunistes, les affrontements temporels sont souvent rudes ; cette « invention de la tradition » s'affiche dans sa richesse idéologique au moment du vote parlementaire établissant le 14 Juillet comme fête nationale en 1880⁵. Pour les mouvements monarchistes, surtout pour les « ultras » légitimistes, le nationalisme intégral de Charles Maurras et les bonapartistes, l'histoire fédère et mobilise également. Dans un rejet catégorique de l'expérience révolutionnaire pour les deux premiers et dans un élan de ferveur pour l'ère impériale, mâtiné de providentialisme, pour les derniers. Le neveu de l'Empereur, que certains prennent pour Napoléon ressuscité, en est le grand bénéficiaire, et la II^e République en fera les frais⁶. Ce culte du passé apparaît aussi chez certains groupes révolutionnaires, notamment les babouvistes pendant le premier XIX^e siècle et les blanquistes après 1871 ; dans leur fétichisme de la révolution d'Octobre 1917, les communistes adopteront plus tard la même approche, tout en se présentant (avec une belle souplesse dialectique) comme les authentiques héritiers des Lumières françaises et de la tradition rationaliste⁷.

Au-delà des références historiques particulières des uns et des autres, ces imaginaires forment un échafaudage mythologique commun, qui donne un caractère et une tonalité distincts à la culture politique nationale⁸. On peut ainsi distinguer plusieurs registres fondamentaux : l'histoire-*renaissance*, qui célèbre une date ou une période comme un moment fondateur (la Révolution française) ou régénérateur (l'Empire, la II^e République). Dans cet ensemble, l'histoire apparaît souvent comme une *rupture*, conçue soit comme un passé irrémédiablement transcendé (« l'Ancien Régime » dans le lexique progressiste après 1789, ou encore le calendrier républicain post-révolutionnaire) ou comme une vision d'avenir (la promesse d'une « société libérale avancée » par Valéry Giscard d'Estaing en 1974, ou encore celle d'un « changement de vie » par François Mitterrand en 1981 ; sans oublier la campagne de 2017, où chacun des principaux candidats à l'élection présidentielle cherche à incarner une forme de « rupture »⁹). Autre composante essentielle de la mythologie historique nationale : la *grandeur*, incarnée par un homme-sauveur (roi, empereur, Maréchal ou Président), dans un combat militaire illustrant le génie du grand capitaine (Austerlitz) ou une mission politique (la colonisation qui, selon Jules Ferry, permet à

⁵ Voir Olivier Ihl, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996.

⁶ Sur la mémoire napoléonienne au XIX^e siècle, voir Sudhir Hazareesingh, *La Saint-Napoléon*, Paris, Tallandier, 2007.

⁷ Sur les blanquistes, voir Patrick Hutton, *The Cult of the Revolutionary Tradition : the Blanquists in French Politics 1864-1893*, Berkeley, University of California Press, 1981.

⁸ L'ouvrage classique reste celui de Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1990.

⁹ Voir Sudhir Hazareesingh, « Un clivage entre visions ouvertes et fermées de la nation », *Le Monde*, 22 mars 2017.

la France d'être un « grand pays » et de « porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie¹⁰ »).

Mais qui dit grandeur dit aussi, dans un champ politique invariablement polarisé, son contraire. D'où la notion d'*histoire-repoussoir*, qui sert d'épouvantail, en particulier pour les traditions politiques conservatrices et nationalistes. Ces dernières représentent les épisodes marquants des convulsions révolutionnaires comme des violations de l'ordre naturel (la Terreur), voire des punitions célestes (la Semaine Sanglante qui clôt la Commune de Paris), ou encore comme l'occasion d'une subversion permanente de l'intérêt national par des forces occultes — symbolisées à gauche par la bourgeoisie et ses « deux cents familles » qui s'enrichissent aux dépens du peuple, et à droite par les « quatre états confédérés » de l'« anti-France » dans l'imaginaire de Maurras (les juifs, les francs-maçons, les protestants et les métèques). L'*histoire-repoussoir* sert aussi à désigner l'adversaire héréditaire de la nation française. L'Angleterre monarchique, mercantile et sournoise, et l'Allemagne expansionniste et protestante occupent le premier rang dans cette démonologie pendant le long XIX^e siècle, réunissant souvent les adversaires politiques internes dans une haine commune de « l'Anglo-Saxon »¹¹.

L'histoire sert aussi, dans le discours politique national, à idéaliser certains traits essentiels du caractère français. Dans cette conception d'une histoire *vertueuse*, on croise typiquement la pureté, la solidité, la religiosité et l'innocence dans les schémas traditionalistes ou nationalistes. L'aspiration émancipatrice, l'ardeur fraternelle, l'opiniâtreté démocratique et égalitaire dominant chez les radicaux et, plus tard, chez les socialistes (d'où une vision du passé scandée par le souvenir des « luttes populaires » historiques, auxquelles Jean-Luc Mélenchon fait consciemment appel en 2017 quand il proclame la nécessité d'une « insurrection contre la monarchie présidentielle »). Le courage, le sens du martyr et le refus de l'injustice et de la tyrannie sont fortement valorisés par les républicains. L'affaire Dreyfus en deviendra un puissant symbole pendant tout le XX^e siècle, et cette exemplarité morale demeure au cœur de la célébration par la gauche de figures individuelles comme Jean Jaurès et Pierre Mendès France. Pour le dire vite, le « Grand Homme » de droite incarne la puissance alors que celui de gauche représente la justice. De Gaulle, mythe à géométrie variable, incarne les deux : l'ordre et le « sens de l'État » pour la droite, le refus de la tyrannie pour la gauche. La vertu collective prend une dimension fondamentale dans les références *guerrières*, une constante dans le discours politique d'un pays où chaque génération entre la Révolution et la fin de la guerre d'Algérie est meurtrie par le conflit. La narration mythologique souligne ici les qualités martiales et patriotiques du peuple dans le combat contre l'ennemi. Cette « résistance à l'oppression » s'affiche dans le volontarisme rageur de Valmy, l'esprit de dévouement et de sacrifice des grognards de la Grande Armée ou encore l'héroïsme des poilus à Verdun. Cette synthèse de l'imaginaire monarchiste et républicain est particulièrement marquante à la fin de la Grande Guerre, avec l'imposante cérémonie du 14 juillet 1919 et le transfert du cœur de Gambetta au

¹⁰ Cité dans Raoul Girardet, *L'idée coloniale en France*, Paris, La Table Ronde, 1972, p. 86.

¹¹ Voir Emile Chabal, « The Rise of the Anglo-Saxon: French Perceptions of the Anglo-American World in the Long Twentieth Century », *French Politics, Culture and Society*, Vol. 31, No. 1, Spring 2013.

Panthéon le 11 novembre 1920. Tout au long du XX^e siècle, ce conflit sera commémoré par les élites politiques, mais aussi utilisé pour faire la jonction entre le passé et le présent¹².

Dernier contraste, et non des moindres : l'histoire *nostalgique*, tournée vers un passé parfois assimilé à un âge d'or (l'apogée de la tradition royaliste pour les légitimistes, la Belle Époque pour la génération de l'entre-deux-guerres), et l'histoire-*téléologique*, qui au contraire définit le temps présent comme l'aboutissement d'une lutte politique menée par des générations successives. Ainsi la monarchie de Juillet se représente comme la conclusion de la tradition de la révolution bourgeoise, tandis que la III^e République est le régime qui, selon la belle formule de Littré, « donne au temps sa juste prépondérance ». Après 1880, certains républicains gommant toute référence à une rupture historique, réinterprétant la tradition révolutionnaire dans un sens conservateur et unanimiste : le sénateur Henri Martin présente ainsi la République comme « la consécration de l'unité de la France, que l'ancienne royauté avait préparée¹³ ».

Comment ces imaginaires évoluent-ils à travers le temps ? Pour adapter une pensée de Marx, les mythologies historiques dominantes en France sont toujours celles des traditions politiques dominantes, traduisant en particulier leur idéal de la nation. Après la légende napoléonienne, qui s'articule pendant le premier XIX^e siècle autour d'une nostalgie pour une France portée par l'élan de l'homme providentiel et la grandeur militaire, la France passe ensuite à un imaginaire historique imprégné de l'idée républicaine, qui met l'accent sur les vertus citoyennes du peuple et la continuité historique de la nation française. Après 1919, la République coloniale reprendra aussi à son compte le thème de la grandeur, mais comme un aboutissement plutôt que comme un retour vers le passé, et dans une perspective plus culturelle (la « mission civilisatrice ») que militaire¹⁴. L'idéal communiste des « lendemains qui chantent », qui se met en place à partir des années 1930, repose en partie sur une représentation téléologique du passé, qui dépeint le communisme en France comme l'apogée fraternel de deux siècles de pensée et d'action progressistes, des philosophes des Lumières aux socialistes « utopiques » en passant par Victor Hugo et les adeptes de la « République universelle¹⁵ ».

C'est dans ce contexte qu'intervient Charles de Gaulle, qui opère après la débâcle de 1940 une refondation de l'imaginaire historique de la France. Dans ses *Mémoires de Guerre*, le Général reprend avec gourmandise le flambeau de l'histoire-récit, dédaigneusement délaissé par l'école des Annales, tout en puisant dans les formes classiques du répertoire mythologique national : la renaissance-rupture (avec les

¹² Voir Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010.

¹³ Intervention au Sénat, 29 juin 1880, dans *Journal officiel de la République française* (1880), pp. 7236-7237.

¹⁴ Alice Conklin, *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997.

¹⁵ Pour une analyse plus détaillée de la pensée utopique communiste, voir Sudhir Hazareesingh, *Ce pays qui aime les idées*, Paris, Flammarion, 2015, chapitre 3.

deux forts symboles que sont le 18 juin 1940 et l'avènement de la V^e République en 1958), le providentialisme (campant dans une figure de monarque républicain, le Général se donne pour tâche « d'assumer la France »), la célébration (en partenariat avec les communistes) de la Résistance comme incarnation suprême des vertus collectives du peuple, et l'intronisation de Vichy comme exemple de veulerie nationale. De Gaulle dira plus tard que ce fut la résurgence de « l'esprit de Vichy » qui causa sa défaite en 1969 (écho saisissant, dans sa conception de la force du passé, de Charles Maurras, qui avait qualifié sa condamnation pour collaboration en 1945 de « revanche de Dreyfus »). Il y a aussi la grandeur redéfinie, comme le dit le Général à André Malraux, en « syndrome Tintin » : la France gaullienne rayonne non plus par sa puissance militaire mais par sa capacité à représenter la voix de la paix et de la justice, et par son soutien au combat des « petits » contre les « grands » (parmi lesquels il faut compter l'Amérique triomphante et la toujours perfide Angleterre)¹⁶. Cet ensemble de représentations du rayonnement de la France sera articulé avec éclat une nouvelle fois au Conseil de Sécurité des Nations unies par Dominique de Villepin en 2003, quand il affirme face aux États-Unis que la France reste « le gardien d'un idéal ».

Le poids de la mythologie historique gaullienne est si écrasant qu'il recouvre tous les épisodes historiques qui ne correspondent pas à sa représentation d'une France héroïque, vertueuse, et tournée vers le progrès. Assumant pleinement son rôle de mythologue, De Gaulle avait affirmé préférer « les mensonges qui élèvent » aux « vérités qui abaissent ». Il faut ainsi attendre la fin du XX^e siècle, avec le double essoufflement du gaullisme et du communisme comme forces idéologiques dominantes à droite et à gauche, pour que resurgissent des débats politiques autour de Vichy et de la guerre d'Algérie (et de manière plus générale, l'histoire coloniale). La nature abhorrant le vide, ce fossé créé par l'effondrement de la *doxa* historique gaullienne est rapidement comblé par l'émergence d'un nouvel imaginaire ancré dans la mémoire de la III^e République, qui fait un *come-back* remarqué dans le discours politique national à la fin du XX^e siècle. La culture politique attribuée aux présidents (ou dont ils se réclament eux-mêmes) témoigne de ce basculement : François Mitterrand est l'héritier de Jean Jaurès et de Léon Blum, Nicolas Sarkozy pose en admirateur de George Mandel, Jacques Chirac et François Hollande incarnent volontiers une certaine rondeur radical-socialiste. Quant au favori des sondages pour 2017, Emmanuel Macron, il ne cite pas explicitement la III^e République dans son Panthéon historique, mais c'est bien à elle qu'il se réfère quand il définit l'idéal républicain comme une émancipation intellectuelle, une « libération des superstitions, religieuses ou politiques, une libération des préjugés sociaux¹⁷ ». Et quand les choses tournent au vinaigre, le slogan s'impose naturellement pour les pamphlétaires : les années 1930 sont de retour¹⁸.

Mais il y a bien plus. À une France hantée par le spectre du déclinisme, et secouée par l'intégration européenne, la mondialisation, et plus récemment le jihadisme islamique, la III^e République offre des avantages idéologiques et affectifs non

¹⁶ André Malraux, *Les chênes qu'on abat*, Paris, Gallimard, 1971, p. 37.

¹⁷ Emmanuel Macron, *Révolution*, Paris, XO Éditions, 2016, pp. 49-50.

¹⁸ Renaud Dély, Pascal Blanchard, Claude Askolovich, et Yvan Gastaut, *Les années 30 sont de retour*, Paris, Flammarion, 2014.

négligeables. Face à l'évaporation du mythe résistancialiste, et la prise de conscience réelle de l'humiliation vécue par la France entre 1940 et 1944, la III^e République donne l'image soulageante d'une France incontestablement victorieuse en 1918. Face à un scepticisme grandissant à l'égard du politique, son minimalisme (c'est le régime « qui divise les Français le moins », selon l'habile formule de Thiers) est plutôt réconfortant. Face à une remise en cause du « modèle » républicain, elle fait renaître la mémoire rassurante d'une France paysanne, ancrée dans son terroir, et d'un régime confiant dans ses valeurs libérales et conservatrices. Face au sentiment grandissant d'une impuissance des élites, elle offre la perspective d'un pouvoir fondé sur le savoir et la « raison », affichant un volontarisme sage, incarné notamment par Georges Clemenceau qui séduit au-delà des frontières partisans – on peut d'ailleurs noter que son portrait figurait dans le bureau de Manuel Valls quand il était ministre de l'Intérieur. Enfin, face aux demandes émanant de la société civile d'une République plus accueillante à l'idéal de la « diversité », la République opportuniste et radicale propose un modèle de citoyenneté fondé sur un universalisme strictement hiérarchisé et une conception dogmatique de la laïcité – la loi de 1905 devenant, dans une instrumentalisation de plus en plus « anti-communautariste », une manière incantatoire de clore tout débat réel autour de l'identité collective¹⁹. Bref, le mythe historique de la III^e République dans la France contemporaine sert un discours politique de plus en plus replié sur lui-même, et idéologiquement fermé.

Et comment s'étonner, dans ce contexte d'un repli identitaire depuis le nouveau millénaire, où les Français craignent plus que jamais que le ciel ne leur tombe sur la tête, que la notion du « roman national » ait repris du poil de la bête ? Cette conception lavissienne du passé est défendue par une certaine presse de droite (notamment *Le Figaro* et *Valeurs Actuelles*), qui dénonce le soi-disant « déclin » de l'enseignement de l'histoire de France à l'école, et mène une contre-offensive politique qui a culminé dans le projet avorté du président Nicolas Sarkozy de créer un musée national sur l'histoire de France (la « Maison de l'Histoire de France »). Contesté par bon nombre d'historiens, le projet, dont l'ambition explicite était de souligner l'unité et la continuité historique de l'identité nationale, a été abandonné en décembre 2012 par François Hollande. C'est dans le même esprit qu'il faut analyser la découverte par Nicolas Sarkozy, au cours de la primaire des Républicains en 2016, de ses « ancêtres gaulois ». Parmi les apôtres les plus enthousiastes du « roman national », on trouve aussi l'extrême droite, où le Front national assume pleinement aujourd'hui, au nom du rejet du multiculturalisme, une vision « républicaine » de l'histoire que sa tradition politique a pourtant longtemps combattue avec acharnement. Prouvant que les morts vivent toujours plus longtemps en France qu'ailleurs, certains dirigeants frontistes célèbrent la grandeur gaullienne (la tombe du Général a été fleurie par Florian Philippot), et il leur arrive de reprendre la citation célèbre de Marc Bloch sur l'émotion patriotique suscitée par le souvenir du sacre de Reims et de la fête de la Fédération. Jaurès trouve également sa place dans le panthéon frontiste pour avoir dit « à celui qui n'a rien, la Patrie est son seul bien²⁰ ».

¹⁹ Jean-Éric Boulain et Samir Ouazzene, *La République magique : soigner l'âme française*, Paris, Pauvert, 2016, p. 162.

²⁰ « Quand le Front national reprend Jaurès », *Le Figaro*, 31 juillet 2014.

Origines ethniques pour la droite musclée (qui va même jusqu'à célébrer De Gaulle en héraut d'une France « de race blanche »), et civiques pour la gauche (Jean-Luc Mélenchon affirme pour sa part que tous les Français sont « fils et filles des Lumières et de la Grande Révolution », et que « à partir du moment où l'on est Français, on adopte le récit national²¹ »). Variation sur le même thème de l'historienne Mona Ozouf dans son essai *Composition française*, dans lequel elle critique le jacobinisme historique de l'école française, et son refus de reconnaître les cultures minoritaires (notamment celle de sa Bretagne natale) – mais conclut quand même que le meilleur moyen de gagner les jeunes filles musulmanes à la culture républicaine est de faire confiance à « la force et la séduction de l'histoire de France²² ». Mais bien que la conscience historique de la gauche ait fortement décliné depuis l'ère Mitterrand, tous à gauche ne cèdent pas au réflexe du repli identitaire. On retrouve notamment des éléments du discours classiquement internationaliste dans le pamphlet de Christiane Taubira, *Murmures à la jeunesse*, qui s'inspire de la tradition historique de la « République démocratique et sociale » pour plaider en faveur d'un républicanisme exigeant mais pluraliste, fraternel et ouvert sur le monde²³.

Il n'en demeure pas moins que la tendance dominante, au moment où la France se prépare pour sa prochaine élection présidentielle, est de s'accrocher à des schémas historiques qui renforcent les crispations identitaires des Français. C'est ce même contexte qui donne tout son sens à la résurgence d'un discours ouvertement philocolonial, avec notamment l'affirmation par les parlementaires du caractère « positif » de l'expérience coloniale en 2005, point d'orgue de la série de lois « mémorielles » adoptées par le législateur à partir de 1990, mais surtout réaction conservatrice face à la plaque officielle honorant le père de la Révolution haïtienne Toussaint Louverture au Panthéon en 1998, et la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage comme « crimes contre l'humanité » en 2001. Cette vision révisionniste et décomplexée de l'Empire séduit de plus en plus à droite, notamment parce qu'elle offre – au même titre que la laïcité « fermée » – un autre moyen d'esquiver le débat de fond sur le multiculturalisme et l'intégration. Cette myopie s'incarne pleinement dans le discours du candidat des Républicains à l'élection présidentielle de 2017, François Fillon, qui s'oppose (comme son mentor Sarkozy) à toute forme de « repentance » coloniale, déclarant en 2016, dans un bel euphémisme Jules-Ferryiste, que le colonialisme français était un « partage de culture avec les peuples d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique de Nord²⁴ ». Les violentes attaques dirigées contre Emmanuel Macron lorsqu'il chercha à ouvrir une discussion sur le conflit des mémoires autour de la guerre d'Algérie soulignent la raideur – mais aussi la fragilité – de la conscience collective en France autour de la question coloniale²⁵. En même temps, Macron reste fortement attaché à la notion de « roman national », définie de manière plus souple comme un « sentiment d'appartenance » plutôt

²¹ Cité dans *Le Monde*, 28 septembre 2016.

²² Mona Ozouf, *Composition française*, Paris, Gallimard, 2009, p. 253.

²³ Christiane Taubira, *Murmures à la jeunesse*, Paris, Philippe Rey, 2016, p. 72.

²⁴ Discours à Sablé-sur-Sarthe, 28 août 2016, cité dans *L'Express*, 31 août 2016.

²⁵ Lors d'un voyage en Algérie en mars 2017, Macron avait qualifié la colonisation française de « crime contre l'humanité ». Voir *Le Monde*, 16 février 2017. Plus mesuré dans son ouvrage *Révolution* (*op. cit.*, p. 49), il parle de la colonisation et des « excès de la guerre coloniale » comme exemples de ce qui « n'a pas toujours été louable » dans la tradition républicaine.

qu'une « identité » ; il y voit néanmoins « des grands repères qui aident à construire notre appartenance à la Nation, qui sont le rapport à notre Histoire et à ses grandes figures françaises... Ces blocs que nous avons dans notre Histoire constituent le roman national, l'adhésion à la Nation et à la République²⁶ ». Délesté de sa téléologie et sans doute un peu moins confiant dans sa grandeur, l'esprit lavissien hante toujours la classe politique française, et l'on peut même parier qu'il a encore quelques beaux jours devant lui.

L'auteur

Sudhir Hazareesingh est *Fellow and Tutor* en sciences politiques au Balliol College, Oxford, et *Fellow* de la British Academy. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire politique et culturelle de la France, notamment *La légende de Napoléon*, (Paris, Tallandier, 2005) ; *Le mythe gaullien* (Paris, Gallimard, 2010), et *Ce pays qui aime les idées* (Paris, Flammarion, 2015).

Résumé

Cet article offre une réflexion transversale sur les imaginaires politiques de l'histoire en France, comportant trois parties successives : d'abord une esquisse de typologie des conceptions de l'histoire dans le débat politique ; ensuite, une brève présentation de l'évolution de ces conceptions de la fin du XIX^e siècle à l'époque gaullienne ; et enfin une réflexion sur la situation présente et les changements observés depuis les années 1980 avec la résurgence d'une vision historique centrée sur la III^e République.

Mots clés : imaginaire, roman national, mythologie, Grand Homme, Troisième République.

Abstract

This article offers a diachronic series of reflections on historical imaginaries, and their political uses, in France. It begins with a typological sketch of how history has been used in French political debate, then briefly shows how these schemes have evolved from the late 19th century through to the Gaullist era, before finally reflecting on the situation since the 1980s, with the resurgence of an idealised historical vision centered on the Third Republic.

Key words : Imaginary; National Narrative; Mythology; Great Man; Third Republic.

Pour citer cet article : Sudhir Hazareesingh, « L'historien dans le débat politique français », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

²⁶ Emmanuel Macron, entretien avec Emmanuel Laurentin, « La Fabrique de L'histoire », France Culture, 9 mars 2017, <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/limaginaire-historique-demmanuel-macron> [consulté le 04/04/2017].